



« L'Interventionnisme »

(Avril 2024)

L'interventionnisme

est intrinsèquement lié à la raison d'être de la politique et de l'État. Il s'agit pour cette organisation d'accorder des faveurs à telle ou telle corporation au détriment des droits des individus notamment, au travers de la taxation et de la réglementation.

Toutes les activités humaines sont susceptibles d'être perturbées par les interventions de l'État, depuis la production de la sécurité, le monopole policier, judiciaire et militaire jusqu'à l'industrie du divertissement. Pour exemple les litanies sur l'exception culturelle en passant par le secteur de l'alimentation, fixation du prix du pain, ou le marché immobilier, contrôle des loyers, etc...etc....La liste pourrait s'allonger indéfiniment.

L'interventionnisme est inséparable de l'[étatisme](#).

Contrairement à une [entreprise](#), l'État n'a aucune exigence de rentabilité, le coût de ses actions n'est jamais évalué et les politiciens sont irresponsables, ne subissant jamais les conséquences de leurs actes. N'importe quelle intervention trouve toujours une justification, les politiciens s'ingéniant à cacher les conséquences négatives de leurs actions pour ne se prévaloir que des conséquences positives. C'est la **parabole de la vitre brisée**.

Selon Frédéric Bastiat son objet est de combattre le sophisme économique du même nom, selon lequel *le bris d'une vitre se ferait au bénéfice de l'intérêt général, en ce qu'elle donne du travail au vitrier et provoque ainsi une réaction en chaîne vertueuse. Certains économistes soutiennent en effet qu'une catastrophe naturelle ou une guerre ont des effets positifs sur la société en favorisant la croissance ou l'emploi.*

L'existence de l'État découlant de la loi du plus fort, rien ne peut entraver son action si ce n'est une dette publique excessive, la désincitation causée par un impôt excessif ou une révolte politique des spoliés.

L'interventionnisme est donc extrêmement difficile à freiner. Selon la théorie du choix public, l'interventionnisme permet aux élus et fonctionnaires de justifier leur existence en favorisant certains groupes sociaux au détriment d'autres : il y a toujours une clientèle pour l'interventionnisme, l'illusion fiscale empêchant les spoliés de prendre conscience de leur statut.